

## Marianne

<https://www.marianne.net/monde/georges-corm-il-faut-que-macron-defende-fermement-la-solution-dun-etat-laic>

Entretien

### Georges Corm : "Il faut que Macron défende fermement la solution d'un Etat laïc"

Par Stéphane Aubouard  
Modifié le 02/10/2020 à 15:23

Outre la refonte profonde d'un Etat en perdition, l'ancien ministre des finances et historien libanais George Corm appelle aussi à une réforme urgente de la "bancocratie" qui étouffe son pays.

**Marianne : Emmanuel Macron a eu des mots très durs vis-à-vis de la classe politique libanaise, parlant de trahison des élites devant leur incapacité à former un gouvernement d'urgence. Partagez-vous cette analyse ?**

George Corm : Qu'une partie de la classe politique libanaise trahisse et profite des richesses de son propre pays, ce n'est pas une nouveauté. Je pense en revanche que le président Macron, qui joue beaucoup sur son charisme, n'a peut-être pas conscience du borbier dans lequel il risque de s'enfoncer. A-t-il suffisamment de cartes en main pour jouer la partition de l'homme fort, afin, y compris avec son allié étatsunien, de pouvoir remettre de l'ordre dans ce chaos institutionnel ? Je le souhaite vivement, mais je ne vois pas comment il pourrait y réussir en misant sur sa seule personnalité. La France a le droit de faire entendre sa propre voix, mais elle doit éclaircir son discours.

**Qu'entendez-vous par là ?**

Eh bien par exemple que Paris défende fermement la solution d'un Etat laïc. C'est ce qu'a récemment proposé le président Aoun aux différentes parties. C'est aussi mon souhait. Dans un premier temps, on pourrait simplement repartir des accords de Taef signés en 1989 après 15 années de guerre civile. Cet accord, certes imparfait, offrait au moins l'avantage d'une représentation

égale des communautés musulmanes et chrétiennes au sein de la chambre des députés, ainsi que la création d'un sénat. Ce serait un assainissement bienvenu, et, de fait, la question de savoir quel ministre va être nommé par tel ou tel chef religieux n'aurait plus lieu d'être. C'est donc plutôt de ce côté-là que les Libanais attendent de la France qu'elle s'exprime. La France qui, je le rappelle, a été à l'origine de l'entrée du confessionnalisme dans les affaires publiques libanaises, en 1936, au moment où le concordat était remis en cause.

**Le président français s'en est pris nommément au Hezbollah l'accusant de bloquer la situation. Le mouvement chiite est-il selon vous le principal frein aux négociations ?**

George Corm, le Hezbollah et le mouvement Amal, les deux grandes formations chiites du pays, sont obsédées par leur demande de conserver la gestion du ministère des finances ; le clan de l'ex-premier ministre Saad Hariri (fils de Rafic Hariri) soutenu par l'Arabie saoudite est évidemment totalement hostile à l'idée que le tandem Amal-Hezbollah conserve ce portefeuille. Cette situation ne facilite guère les choses. Mais pour ma part, le vrai point de blocage provient d'abord et avant tout d'un homme et de sa formation politique : l'actuel président de la chambre des députés Nabih Berri, le chef du mouvement Amal. Il est un des hommes les plus puissants du Liban, dont il tient le parlement d'une main ferme depuis près de 30 ans. C'est d'abord là que se situe le point d'étranglement. Car je le répète, c'est en redonnant du pouvoir et de la crédibilité au parlement, et donc de la force à une institution favorisant ce dialogue démocratique dans le pays, que nous pourrions respirer un peu.

**Si un tel système voyait le jour rapidement, quelles conséquences immédiates cela pourrait-il avoir ?**

Il faut d'abord rappeler les très importantes prédatations de la classe politique sur l'économie libanaise. Le pays s'est transformé en une véritable « bancocratie » puisque les dépôts des citoyens dans les banques sont confisqués par décision de l'Association des Banques ! Aussi, une des premières conséquences qu'un changement politique faciliterait serait sans doute une réforme de la politique bancaire – ce qui explique d'ailleurs les freins nombreux rencontrés en vue de la formation d'un gouvernement. La politique de la banque centrale libanaise dont le directeur est choisi en fait par Washington est surréaliste. Nous avons eu durant trente ans un taux de

change fixe durant des décennies, ce qui est une aberration dans un monde où dominant des taux de change flexibles. Ceci a favorisé des profits faciles aux banques qui empruntaient des dollars à des taux relativement bas pour les placer en bons du trésor en livres libanaises à des taux très élevés, ayant atteint en 1995 plus de 30%. Ce qui a fini d'enrichir toute une partie corrompue de l'élite. Et ce sont ces banques qui aujourd'hui obligent les Libanais à « mendier » leurs propres avoirs avec des accès de plus en plus limités à leurs propres comptes. Ces mêmes banques qui ont fermé les yeux lorsque les plus gros détenteurs de capitaux faisaient sortir du pays des sommes d'argent considérables. Tout cela a été accompagné d'une politique de libre-échange délirante qui a ruiné l'industrie et l'agriculture. Aujourd'hui, le constat est aussi simple que la solution : le Liban n'a plus de devises. Pour espérer une relance de l'économie, il faudrait en terminer avec la « bancocratie » et stimuler la production agricole et industrielle.

### **Quels seraient les atouts du pays pour imaginer cette relance ?**

Avec la pénurie de la devise libanaise, il y aura naturellement un fort encouragement à développer la production locale. Traditionnellement, nous avons toujours eu une économie agricole variée et de grande qualité. Dans notre histoire la culture du ver à soie, par exemple, a été très importante. La qualité de la soie produite par le Liban a longtemps été reconnue. Or ce savoir-faire existe toujours. Nous avons un centre de recherche agricole important, efficace et compétent sur lequel nous pouvons nous appuyer. Les Libanais ont toujours eu ce goût de la terre. Et dans les périodes complexes comme celle que nous vivons aujourd'hui, c'est l'agriculture qui nous permettra de nous en sortir. Pendant les guerres interlibanaises entre 1975 et 1990, Beyrouth ayant été paralysé par les combats, les gens s'étaient remis à planter et à développer une agriculture locale de qualité. Par ailleurs, il nous faut sortir une bonne fois pour toutes de cette situation d'Etat-tampon qui nous colle à la peau avec l'affrontement à l'échelle régionale entre les États-Unis et l'Iran et qui se répercute au Liban.

### **Cela signifie s'émanciper de la France mais aussi d'autres pays beaucoup plus influents...**

Oui, aujourd'hui, ce ne sont plus les impérialismes français et britanniques contre lesquels nous devons lutter, mais contre les ambitions américaines (ou franco-américaines) d'un côté, et les ambitions iraniennes de l'autre. À cause de ces deux forces contradictoires qui irriguent les intérêts de certains de nos

partis politiques, nous n'avons guère pu développer d'autres relations internationales. Il y a une dizaine d'années, la Chine avait proposé de développer une grande zone industrielle dans la ville de Tripoli au nord du pays, ce qui aurait pu créer de l'emploi et développer nos exportations. Le gouvernement libanais n'a malheureusement pas voulu y donner suite. Malgré les avantages évidents qu'une telle collaboration aurait pu apporter au Liban et aux Libanais, ce sont les intérêts des tuteurs occidentaux du pays qui ont primé, aboutissant à un refus.

Ce qui s'avère une erreur de taille. Car aujourd'hui, un autre acteur étranger s'est enfoncé dans la brèche dans la région de Tripoli : en quelques années seulement le président turc, Recep Taieb Erdogan – qui se présente comme le chef des Frères musulmans du monde entier – a pénétré le tissu économique politique et religieux de cette partie du pays. Ce qui fait potentiellement de la Turquie, déjà très présent en Syrie un redoutable adversaire pour les intérêts occidentaux, comme pour les intérêts du Liban et de la Syrie. N'oublions pas qu'en sus des réfugiés palestiniens, le Liban a reçu plus d'un million de réfugiés syriens. Tout cela pèse très lourd sur la gestion de l'économie libanaise, même si le pays a reçu des aides humanitaires pour faire face à cet afflux.